

Extrait du ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

<http://www.onuci.org>

# REVUE DE PRESSE DU MERCREDI 25 MARS 2009

Nouvelle page 1 <!-- p.MsoNormal {mso-style-parent:""; margin-bottom:.0001pt; font-size:12.0pt; font-family:"Times New Roman"; margin-left:0in; margin-right:0in; margin-top:0in} -->

### **Sanctions de l'ONU Le Mouvement J'aime Blé Goudé appelle à la vigilance**

**L'inter** - « Le président du Mouvement J'aime Blé Goudé (MJBG), Djédjé Zady, a animé hier, mardi 24 mars 2009, un meeting au quartier Sicogi dans la commune de Koumassi, pour appeler ses partisans à la vigilance face à certaines attitudes farfelues et injustes de l'ONU contre la Côte d'Ivoire. « *Soyez vigilants. Ils veulent nous amener à manifester pour ensuite aller raconter ce qu'on n'a pas fait. (...). Il a indiqué qu'un sit-in devait se tenir aujourd'hui devant l'ONUCI pour réclamer la levée des sanctions. A ce sujet, précisément, Zady Djédjé a révélé qu'en réalité, la France est le vrai commanditaire des sanctions. [...]* ».

**Soir Info** annonce à sa Une « **Affaire Blé Goudé-ONU : Dacoury Richard N. 2 de l'Alliance : « Ce que nous préparons »**

*[...] Avez-vous entrepris des démarches dans ce sens ?*

Dacoury Richard : Nous sommes entrain de prendre des rendez-vous pour que nous puissions les rencontrer (Le représentant du SG de l'ONU, M. Choi et le représentant du Facilitateur, M. Badini). On l'avait fait en son temps. Et, nous allons encore prendre notre bâton de pèlerin.

*Et si vous ne réussissez pas à rencontrer ces personnalités, qu'allez vous faire ?*

Dacoury Richard : S'ils refusent, nous allons dire haut et fort devant la nation entière et devant le monde entier que l'ONU refuse qu'on aille à la paix. Parce que son rôle c'est de faciliter la paix, c'est de créer les conditions de paix. Donc, le rôle de l'ONUCI, ici, c'est d'entendre tous les belligérants, toutes les personnes impliquées dans le processus de paix. Si les responsables de l'ONU refusent, il y a de quoi s'inquiéter pour la paix en Côte d'Ivoire. Cela voudrait dire qu'ils ne sont pas pour la paix. [...]

### **[Sécurité en cote d'ivoire / YJ Choi a une délégation du Centre Pearson - "La paix et la stabilité largement restaurées"](#)**

**Le Temps** - « Le représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu) en Côte d'Ivoire, Jung Yin Choi, suit la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire de près. Il en a parlé hier, à une délégation du Centre Pearson de maintien de la paix, conduite par sa présidente, Suzanne Monaghan, qu'il a reçu. " Il y a une culture de compromis, une culture raffinée en Côte d'Ivoire qui ne pratique pas la violence ", a déclaré à ses hôtes, au cours des entretiens. Estimant que " la paix et la stabilité sont largement restaurées " dans le pays. M. Choi a ajouté que toutes ces avancées avaient été possibles grâce à l'application de l'Accord politique de Ouagadougou (Apo) et aux efforts de l'Onuci qui ont permis la réunification du pays. Non sans rappeler que le mandat de la mission onusienne était de tout mettre en oeuvre pour sécuriser le processus électoral, à travers la certification des élections. La délégation qui comprend des policiers de l'Afrique de l'Ouest et du Centre-Est, présente en Côte

d'Ivoire pour une durée de trois (3) jours, dans le cadre du renforcement des capacités des services de police des pays dont ils sont originaires. " On leur montre une mission, afin qu'ils puissent voir à quoi s'attendre quand leurs hommes et femmes (policiers) viendront ici ou dans d'autres missions ", a expliqué Mme Monaghan. Qui a largement échangé avec le chef de la mission onusienne et ses principaux collègues dont son Adjoint principal, Abou Moussa. »

### [Onuci - Les casques bleus Béninois honorés](#)

**Le Patriote** - « 441 militaires appartenant au 10 bataillon béninois de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), déployé à Guiglo (516 km d'Abidjan), ont été honorés de la médaille des Nations Unies pour service rendu au maintien de la paix dans le pays. Lors de la cérémonie présidée par le Commandant du Secteur Ouest, le Général de brigade Rashiduzzaman Khan, représentant le Commandant de la Force, a félicité les récipiendaires pour leur sens du devoir. Il leur a ensuite demandé de poursuivre leur mission dans le strict respect du mandat de l'ONUCI. Au nom du Secrétaire Général de Nations Unies, le Général Khan a salué l'engagement du Bénin aux côtés des Nations Unies « un engagement que démontrent ses soldats à travers un grand esprit de professionnalisme, sur les différents théâtres où ils sont déployés ». Il a enfin remercié le Commandant du contingent béninois et les autorités locales pour leur collaboration dans l'organisation de la cérémonie. Le Commandant du Bataillon béninois, le Lieutenant-colonel Sanni Bachabi, a transmis la gratitude de ses hommes aux Nations Unies pour la reconnaissance des efforts effectués en vue du retour de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire. »

### [Application de Ouaga IV : Les Forces nouvelles remettent leur plan à Gbagbo &#8226; Une autre réunion est prévue lundi](#)

**Fraternité Matin** - « Le Président Laurent Gbagbo a rencontré, hier, au palais présidentiel, une délégation des Fn pour faire avancer le processus de sortie de crise. Les Forces nouvelles (Fn) ont présenté au Président Laurent Gbagbo, hier au palais présidentiel, «un plan» susceptible d'activer le processus de sortie de crise, a annoncé le ministre Sidiki Konaté et porte-parole des Fn. Ce plan, a-t-il déclaré à la presse au sortir de la séance de travail avec le Chef de l'Etat, porte sur «le pouvoir des préfets, le redéploiement du Centre de commandement intégré (Cci) sur tout le territoire national et le redéploiement de l'administration tout entière à travers tous ses démembrements». Sans le détailler, Sidiki Konaté a estimé que ce schéma va permettre «à ces trois points d'avancer très rapidement sur le terrain». Il a précisé que le Président Laurent Gbagbo va annoncer, lundi prochain, les détails de ce plan. Le porte-parole de la délégation a ajouté que le Chef de l'Etat a demandé aux Fn d'harmoniser leur schéma avec «les autres acteurs». «Nous pensons que ce schéma va permettre à tout le monde d'avoir une lisibilité sur comment on va aujourd'hui donner le pouvoir définitivement aux préfets, quel est le schéma sécuritaire conformément à l'accord qui va servir dans les mois à venir pour toute la Côte d'Ivoire et quel est aussi le schéma du redéploiement de toute l'administration», s'est réjoui le ministre. Pour Sidiki Konaté, la rencontre des Fn avec Laurent Gbagbo a été riche. «Elle démontre que les Forces nouvelles, en signant l'accord de paix de Ouagadougou avec le camp présidentiel pour sortir la Côte d'Ivoire de la crise, n'ont pas eu tort. Et très bientôt, vous verrez le résultat», a-t-il prédit. La délégation des Fn comprenait, outre, Sidiki Konaté, les ministres Moussa Dosso, Amadou Koné et le directeur de la communication, Alain Lobogon. »

[Passation de charge en zones Cno - Les Com-zones veulent suppléer les préfets](#)

**Le Temps** - « Le report de la passation de charge entre les Com-zones et le corps préfectoral dans les zones ex-assiégées, s'explique. Et l'on comprend mieux le ministre Désiré Tagro. Décryptage. Beaucoup n'ont certainement pas compris ce que les Forces nouvelles (Fn) ont vite fait de qualifier de " volte-face ", lorsque le ministre de l'Intérieur, Désiré Tagro, a suspendu la cérémonie de passation de charge, prévue pour le 4 mars 2009, à Bouaké, entre les Com-zones (Fn) et le corps préfectoral en zones ex-assiégées. La lecture d'un article intitulé " la polémique inutile sur le départ des Com-zones " et publié sur le nouveau site (www.fninfo.ci), le 20 mars dernier, fini de convaincre sur la décision du ministre. L'auteur de cet article ne croyait pas si bien dire, lorsqu'il écrit que "les Com-zones et les préfets pourraient être complémentaires". [...] Telle est la volonté cachée, mais bien perçue par le ministre de l'Intérieur. Demeurer en poste et se constituer en Administrateurs supplétifs des préfets ou sous-préfets. Une option jamais stipulée par l'accord de Ouaga. Nulle part dans les différents accords, même complémentaires de Ouaga, il n'est fait mention qu'un Com-zone doit suppléer à un préfet ou à un sous-préfet. De ce point de vue, le point de chute des Com-zones ne s'aurait être un obstacle [...] le quatrième accord complémentaire de l'accord politique de Ouagadougou (Apo) a déjà tout prévu. Il a même réglé l'épineuse question des grades des Fafn. [...] ».

[Mgr Kutwa : "Une élection précipitée entraînerait le pays dans le chaos"](#)

**Fraternité Matin** - « Perspectives des leaders religieux pour une sortie de crise et une cohésion sociale durables en Côte d'Ivoire ». Tel est le thème du forum d'échanges qui a eu lieu hier entre la Banque mondiale et les leaders religieux conduits par l'Archevêque d'Abidjan, Mgr Jean-Pierre Kutwa et le président du Conseil supérieur des Imams de Côte d'Ivoire, Cheick Aboubacar Fofana. D'entrée de jeu, le premier responsable de l'Eglise catholique fait une remarque : « Nous sommes d'accord qu'il faut aller aux élections. Mais, il ne faut pas y aller pour y aller ». Selon Mgr Jean-Pierre Kutwa, « devant les informations faisant état d'irrégularités ou de fraudes dans l'enrôlement, il serait bon que la Commission électorale indépendante assume ses responsabilités en prenant des dispositions justes et audacieuses ; pour garantir la démocratie et permettre au peuple ivoirien d'exercer sa souveraineté ». Et d'insister : « Tant que ces dispositions ne seront pas prises, une élection précipitée entraînerait le pays dans le chaos », prévient-il. L'occasion lui était ainsi donnée de demander le soutien des institutions internationales pour l'organisation d'élections crédibles en Côte d'Ivoire. Mgr Jean-Pierre Kutwa a parlé de la partition du pays qui, selon lui, est toujours réelle, du désarmement non effectif, de la méfiance de part et d'autre, du chômage... et de la pauvreté accrues. Après ce bref regard sur la société ivoirienne, il a fait des propositions, « pour une cohésion sociale vraie et durable. [...] ».

[Election présidentielle/ Mgr Kutwa - "La CEI doit prendre ses responsabilités"](#)

**Le Patriote** - « Les élections générales à venir préoccupent tous les observateurs de la scène politique ivoirienne. Et les leaders religieux ne sont pas en reste. Hier, ces hommes de Dieu se sont retrouvés au siège de la Banque mondiale pour se prononcer sur le processus de sortie de crise lors d'un Forum. L'archevêque d'Abidjan Monseigneur Jean Pierre Kutwa appelé à cette occasion, les acteurs du processus dont notamment la Commission électorale indépendante (CEI) "à prendre ses responsabilités" dans l'organisation du scrutin à venir. Il demande par ailleurs à l'équipe du président Robert Beugré Mambé à "garantir la démocratie". Cependant, tient à préciser le premier responsable de l'Eglise catholique en Côte d'Ivoire "un scrutin précipité entraînerait le chaos". C'est pourquoi, il préconise "qu'il ne faut y aller (aux élections NDLR) pour y aller". »

[Francis Wodié écrit une nouvelle constitution demain](#)

**Soir Info** - « Le Professeur de Droit constitutionnel Francis-Romain Wodié, président du Parti ivoirien des travailleurs ( PIT), prononce, demain 26 mars 2009 à l'Hôtel Communal de Cocody, une conférence-débat sur le thème : " Quelle Constitution pour une Côte d'Ivoire nouvelle ? ". La problématique soulevée ici vise à une relecture critique de l'actuelle constitution en vue d'écrire une autre dans la perspective de sortie de crise. Selon Jacques Andoh Allé, Député PIT de Cocody, président du comité d'organisation, il est temps d'attaquer de front la "constitution dont on dit qu'elle est à l'origine de la crise ". On prête à Francis Wodié la paternité de la disposition conflagrante ( Art 35) qui veut que " le candidat à l'élection présidentielle soit ivoirien, de père et de mère eux-mêmes ivoiriens de naissance et de ne s'être jamais prévalu d'une autre nationalité ". Une disposition qui visait, directement, le président du RDR, Alassane Ouattara dont la candidature avait été invalidée en 2000. Francis Wodié veut-il vider ce cas de conscience ? Tout porte à le croire. A travers donc cette conférence, le constitutionnaliste entend proposer la mouture d'une nouvelle constitution. [...] ».

[Affaire "Ali Baba et les 40 voleurs": Le procureur requiert 2 ans de prison ferme contre Gnamantéh. 10 millions d'amende pour Eddy Péhé, le verdict le 31 mars](#)

**Soir Info** - « Nanankoua Gnamantéh dit Saint Epicure, auteur de l'article "Ali Baba et les 40 voleurs" et le directeur de publication de "Le Repère", Eddy Péhé, tous journalistes au groupe "Le Réveil", ont comparu, le 24 mars 2009, devant le tribunal pour le délit d' "offense au chef de l'Etat". Après plus de 4 heures de débat, le procureur a requis 2 ans de prison ferme contre le journaliste Nanankoua Gnamantéh, et 500.000 francs cfa d'amende. Comme peine complémentaire, le procureur a requis la suspension pour 8 mois de l'hebdomadaire "Le Repère", l'insertion de la décision de justice dans le quotidien "Fraternité Matin" aux frais du groupe "Le Réveil", sous peine d'une amende de 5 millions de francs cfa. Quant à Eddy Péhé, il a été condamné à payer une amende de 10 millions de francs cfa à l'Etat de Côte d'Ivoire. Ce mardi 24 mars, l'ambiance était surchauffée au Palais de justice au Plateau, compte tenu du procès contre les journalistes du groupe « Le Reveil ». On notait la présence de plusieurs mouvement du PDCI-RDA dont la JPDC. C'est à 13h35 que le journaliste Gnamantéh, avec sa canne qu'il tient fièrement, a effectué son entrée dans la salle d'audience sous les applaudissements de nombreux sympathisants et de certains militants du PDCI-RDA. A la barre, Gnamantéh a expliqué avec sérénité que l'enjeu de son papier qui lui vaut sa présence devant le tribunal « pour offense au chef de l'Etat », n'est pas de présenter le chef de l'Etat comme un voleur. Il a indiqué à la barre que dans sa volonté de moraliser la vie publique, le président Laurent Gbagbo s'est rendu compte de l'existence de certains voleurs dans la République qu'il a décidé de punir. Quant au directeur de publication de "Le Repère" Eddy Péhé, il a soutenu que le titre "Ali Baba et les 40 voleurs" n'est pas insultant. Il a noté que c'est une fable pour attirer l'attention du président sur l'état de décrépitude morale de la société ivoirienne. Dans le cadre de ce procès, trois procureurs étaient mobilisés pour démonter les deux journalistes à la barre. [...] ».

[Arrestation d'Anaky et procès de "Le Repère"- Le ministre Yaya Ouattara \(vice-président du PDCI\) en colère : "Il y a eu plus grave dans ce pays"](#)

**Le Nouveau Réveil** - « (...) A notre frère Anaky, j'ai entendu dire qu'il est à la tête d'un petit parti. Mais Anaky, c'est notre frère. Il est né ici à Bondoukou, son père travaillait au PTT à l'époque. Au delà de ce qu'Anaky a été, c'est le leader d'un parti. Alors, je saisis cette opportunité, en mon nom certes, mais au nom de mes frères du Zanzan, pour dire que nous condamnons ce comportement, cette interpellation. Il y a eu plus grave dans ce pays. Personne n'a été inquiété. Moi, j'étais au gouvernement d'alors quand " Le Nouvel Horizon " nous a traités d'Ali Baba et les 40 voleurs...Nous n'avons pas été des voleurs. On n'interpelle pas pour si peu. Il ne mérite pas qu'on l'interpelle. Nous

le disons haut et fort à cette tribune. Ce sont les mêmes qui, à l'époque, nous avaient traités de tout. Moi-même, combien de fois on ne m'a pas traîné dans la boue à l'époque ? Mais, pourtant, les honnêtes gens, c'est dans notre groupe on les trouvait. Nous avons été au côté de Félix Houphouët Boigny, des serviteurs de ce pays-là. C'est ça qui a permis à ce pays-là d'être comme il est aujourd'hui. On chante qu'il faut qu'on soit comme avant. Mais pour qu'on soit comme avant, il a bien fallu que quelqu'un fasse ce travail. Après l'indépendance, la Côte d'Ivoire était le seul pays au dessus du Sahara qui ait fait un grand bond. J'aime à le dire, les Ivoiriens ont la mémoire courte. Je profite de cette tribune pour dire que nous avons en face de nous des enseignants, éminents professeurs qui oublient trop souvent. La Côte d'Ivoire est le dernier pays à être colonisé. Personne ne voulait de nous. Ni les français ni les Anglais ni les Hollandais. C'était la côte des mal gens, voilà comment on nous appelait ...Mais on est passé au-dessus. Il a fallu un homme comme Houphouët Boigny et le PDCI-RDA pour obtenir ce résultat. Ici à Bondoukou, on dit il y a des péchés qu'il ne faut pas commettre. Houphouët ne méritait pas qu'on le traite de voleur. On veut la paix et on achète des armes. On veut la paix et on adopte des attitudes contraires à la paix. Anaky ne mérite pas d'être détenu à la DST. »